



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2827
7 octobre 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Guerre Russie-Ukraine

Ne marchons pas derrière Biden et Macron



Utilisation du canon Caesar de l'armée française en Ukraine.

STRINGER REUTERS

PSA, raffineries...
**En lutte
pour les salaires**

Pages 10 à 15

Burkina Faso
**Les méfaits
du colonialisme**

Page 16

Assurance chômage
**Une attaque contre
tous les travailleurs**

Page 3

Leur société

- Gaz, électricité : l'État protège les intérêts des grands groupes 3
- Assurance chômage : une attaque contre tous les travailleurs 3
- Retraite : la déclaration de guerre de Macron 4
- Affaire Kohler : les liens discrets des hommes du président 4
- Cabinets de conseil : experts en pillage de fonds publics 4
- Hôpital : plus que jamais sacrifié 5
- Pénurie de médicaments : pour la santé des profits 5
- EPSM de la Sarthe : la direction ne veut pas de vagues 5
- Eure-et-Loir : jeunes sans papiers et précarisés 5
- HLM : pénurie à tous les étages 6
- Lycées professionnels : élèves livrés au patronat 6
- Collectivités locales : budget au rabais 6
- Inflation ou chômage : deux façons de nous appauvrir 7
- Hausse des prix : les salaires doivent suivre 7
- Livreurs sans papiers : en lutte contre « Uber voleur » 7
- La Poste - Surgères : les boîtes à lettres épinglées 7

Dans le monde

- Russie-Ukraine : quand l'impérialisme hurle au loup 8
- Grande-Bretagne : un samedi de grèves et de protestations 8
- Iran : la colère contre le régime 9
- Brésil : les deux faces de la bourgeoisie 9
- Burkina Faso : l'hostilité envers l'impérialisme français explose 16
- Martinique-Guyane : comme ailleurs, l'insécurité a bon dos 16

Dans les entreprises

- TotalEnergie : actionnaires choyés, salaires bloqués 10
- Total Gonfreville, ExxonMobil, Metaleurop, Nokia 10
- Arkema - Pierre Bénite 11
- CPK - Vienne 11
- Carrefour Supply Chain - Caen 11
- Camaïeu 11
- PSA : des débrayages qui en préparent d'autres 12
- À Sochaux 12
- À Muhlouse, Cormelles-le-Royal-Caen, Metz-Borny 13
- CGI - Mérignac 14
- Socopa - Villefranche 14
- Inspection du travail 14
- RATP 15

Ukraine: ne marchons pas derrière Biden et Macron

Après plus de deux cents jours de combats, Poutine, à défaut de pouvoir enregistrer des victoires militaires, a mis en scène des référendums, puis l'annexion de quatre régions du sud-est de l'Ukraine. De Biden à Macron, les dirigeants impérialistes ont poussé des cris indignés et dénoncé le cynisme et l'escalade dont Poutine se rendait ainsi coupable.

Les puissances impérialistes n'ont pourtant rien à envier à Poutine en matière de cynisme. Elles pleurent sur les droits bafoués du peuple ukrainien, tout en continuant à piétiner allègrement ceux de nombreux peuples, de l'Irak à la Palestine, des pays du Sahel au Yémen.

Quant à l'escalade guerrière, elle n'est pas dans les rodomontades verbales de Poutine, mais dans les moyens ô combien matériels, armes, instructeurs, conseillers et autres satellites, fournis par les pays impérialistes.

Le plus puissant, l'impérialisme américain, a une longue histoire sanglante dans ce domaine : appui direct ou indirect aux dictatures sud-américaines, financement de coups d'État, guerres du Vietnam, d'Afghanistan, d'Irak... Pour asseoir la domination de ses capitalistes et préserver leurs intérêts d'un bout à l'autre de la planète, l'État américain n'a jamais hésité à fouler aux pieds les droits des individus comme des peuples.

Les puissances de second rang agissent de même, et quand Macron se prétend protecteur des peuples, c'est toujours pour mieux préserver les profits des grands groupes tricolores, des TotalEnergies, Bolloré et autres Dassault.

Poutine, avec ses méthodes brutales et criminelles, prétend assurer la sécurité du peuple russe, quand il protège en réalité les intérêts des sommets de la bureaucratie russe et des oligarques, qui se sont enrichis en mettant la main sur des pans entiers de l'économie à la chute de l'URSS.

Même chose en face, où Zelensky, au nom des droits des Ukrainiens, sert une couche de privilégiés, bureaucrates et oligarques, issue de la même réalité.

Derrière lui, le camp impérialiste, États-Unis en tête, profite de l'occasion pour pousser ses pions. Il fait la guerre à la Russie par procuration, avec la peau des Ukrainiens, sans avoir à assumer la mort de soldats auprès de ses propres populations. Et cela fait aussi le bonheur de ses marchands de canons, qui peuvent tester leurs engins

de mort sur le terrain.

Toute la propagande politique de ces dirigeants, de Biden à Macron, vise à nous faire accepter comme inévitables non seulement la guerre, quelle que soit sa forme et son aggravation possible, mais aussi les sacrifices qui vont avec.

En août dernier, Macron affirmait qu'il fallait « accepter de payer le prix de la liberté ». Depuis, il présente la facture aux travailleurs ! Après les mesures contre les chômeurs, il s'attaque aux retraites. Avec l'aggravation de la crise, sous prétexte de financer les écoles et les hôpitaux, il faudrait accepter de travailler de plus en plus vieux, explique le ministre de l'Économie, Le Maire. Pour l'instant, les travailleurs d'ici ne sont pas menacés de mourir sous les bombes, mais ils pourront crever au travail, ou crever de misère au chômage ou en retraite. Car beaucoup de travailleurs perdront leur emploi bien avant 64 ou 65 ans et seront poussés vers la pauvreté et les minima sociaux.

Macron n'a qu'une feuille de route : aider les capitalistes à maintenir et aggraver l'exploitation, ici et partout sur la planète, pour qu'ils continuent à amasser les profits. Et c'est à son gouvernement qu'il faudrait faire confiance face à la guerre, quand les problèmes se posent en termes de vie ou de mort ? L'impérialisme français, dont la sale guerre contre l'indépendance des Algériens faisait un million de morts il y a soixante ans, n'a jamais cessé d'intervenir militairement en Afrique. Il le fait, dit-il, au nom de la paix, de la sécurité ou de la lutte contre le terrorisme, alors que son objectif est de maintenir ces régions dans sa sphère d'influence. Et il faudrait croire Macron quand il prétend aujourd'hui parler au nom des droits du peuple ukrainien ?

Tant que les capitalistes garderont la main sur la société, tant que la loi du profit dominera, la barbarie, l'exploitation, les guerres seront à l'ordre du jour un peu partout sur la planète. Tant que la concurrence et la guerre économique capitaliste domineront, l'ensemble des travailleurs et des classes pauvres vivront sous la menace de voir un jour ces guerres économiques ou ces conflits localisés embraser le monde entier et les transformer en chair à canon.

Il faut refuser de laisser notre sort entre les mains de ces irresponsables, fauteurs de crise et profiteurs de guerre !

Nathalie Arthaud



Gaz, électricité : L'État protège les intérêts des grands groupes

En France, les hausses des tarifs de l'énergie perturbent le fonctionnement de plus en plus d'entreprises. Duralex et Arc International ont annoncé qu'ils suspendaient leur production de verre, d'autres entreprises ralentissent ou arrêtent leur production, comme certaines usines d'engrais.



Dans l'agroalimentaire, le groupe sucrier Cristal Union a imposé aux planteurs de betteraves d'avancer leur récolte pour produire du sucre avant l'augmentation des tarifs et les éventuelles coupures de l'hiver, même si cela entraîne une baisse du rendement sucrier. Dans le textile, le fabricant de jeans « 1083 » vient de décider d'arrêter sa production certains jours de semaine car sa facture d'électricité

a plus que doublé.

Pour les grands groupes, l'État a déjà mis la main à la poche. Il paye l'essentiel des salaires des travailleurs mis au chômage partiel. Et il a, par exemple, annoncé 40 à 50 millions d'euros d'aides pour la fonderie Aluminium Dunkerque.

Pour les plus petites entreprises et pour les artisans, le gouvernement annonce surtout de bons conseils. Macron s'est

adressé à eux en disant : « En ce moment, quand vous êtes une petite et moyenne entreprise, une collectivité locale, un bailleur social, on vous propose des prix de l'électricité pour renégocier vos contrats à des prix fous. Ne les signez pas aujourd'hui ! » Et il a ajouté : « Dans les prochaines semaines, on va veiller collectivement, en Européens, avec les Américains et d'autres, à retrouver des prix plus raisonnables. »

La réalité est tout au contraire celle de la guerre commerciale entre grands pays capitalistes autour des prix de l'énergie, une guerre que la population paiera et a déjà commencé à payer. Face aux hausses de prix et aux risques de pénuries, le gouvernement saura certainement faire ses choix. Et s'il y a des coupures, l'État fera en sorte qu'elles frappent les particuliers et les collectivités locales d'abord, les petites entreprises ensuite, et épargnent les grands groupes. Le grand patronat se charge d'ailleurs déjà de faire savoir qu'il ne doit en aucun cas y perdre de l'argent : les aides de l'État devront être là pour compenser les pertes.

Pierre Royan

Assurance chômage : une attaque contre tous les travailleurs

Le 3 octobre a débuté à l'Assemblée nationale la discussion sur le projet de réforme de l'Assurance chômage présenté par le gouvernement.

Ce projet prévoit d'attaquer encore davantage les droits des chômeurs, et donc ceux de tous les travailleurs, alors qu'il y a un an les conditions d'indemnisation avaient déjà été durcies.

Le gouvernement dit vouloir moduler les indemnités en fonction de la conjoncture, les indemnités de chômage pouvant être revues à la baisse dans les périodes où la situation de l'emploi serait jugée favorable. D'après la propagande gouvernementale et patronale, ce serait le cas actuellement puisque de nombreux secteurs manquent de bras. Les chômeurs seraient donc sommés d'accepter ce qu'on leur propose, sous peine de se retrouver à vivre avec presque rien : plâtrier ou maçon même si on a des problèmes de dos, serveur ou aide à domicile, même si on a une formation d'électricien.

Le MoDem et le parti Les Républicains veulent encore aggraver les choses. Le MoDem propose un amendement pour contraindre les salariés en CDD à qui le patron proposerait un CDI de même nature à l'accepter. Le parti Les Républicains de son côté veut que la loi assimile les abandons de poste à des démissions, pour les rendre inéligibles à une indemnisation chômage. C'est donc à qui se montrera le

plus antiouvrier.

Si La France insoumise a présenté une motion de rejet, elle dénonce surtout la méthode. Ce texte « accorde les pleins pouvoirs au gouvernement pour fixer les règles de l'Assurance chômage sans jamais revenir devant [l'Assemblée] ni les partenaires sociaux », a déclaré le député LFI de Haute-Garonne Hadrien Clouet. Mais que cette réforme soit appliquée après avoir été discutée longuement au Parlement, ou après des discussions tout aussi longues avec les dirigeants syndicaux, cela ne changera rien pour les travailleurs dont elle fera reculer les droits.

Cette réforme est une attaque de plus, et une attaque contre tous les travailleurs : ceux qui sont au chômage, qui seront poussés à accepter n'importe quel travail, payé à n'importe quel tarif, comme ceux qui ont un emploi, car le patronat en profitera pour baisser tous les salaires. Pour se défendre contre les attaques de plus en plus virulentes du patronat, qu'ils soient du public ou du privé, intérimaires ou en CDI, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur la force qu'ils représentent, celle d'une classe qui fait tout fonctionner dans cette société.

Aline Retesse

AGENDA

Renverser le capitalisme, une nécessité !

Meeting à Paris



Avec Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier

Samedi 8 octobre à 15 heures

À la Maison de la Mutualité,
24, rue Saint-Victor - Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité - entrée libre

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Orléans

Samedi 8 octobre
de 14 h à minuit
à Fleury-les-Aubrais
Salle des Bicharderies

Rennes

Samedi 8 octobre
de 15 h à minuit
Carrefour 18
(Métro Henri-Fréville)

Strasbourg

Samedi 8 octobre
à partir de 15h30
Centre social et culturel de
Hautepierre-le-Galet
4 avenue Tolstoï

Grenoble

Samedi 15 octobre
à partir de 14 h 30
Salle des fêtes d'Échirolles
21 avenue du 8-Mai-1945

Besançon

Samedi 15 octobre
de 15 h à minuit
Salle de la Malcombe

Tours

Samedi 15 octobre
de 14 h 30 à minuit
Salle des fêtes
de Saint-Pierre-des-Corps

Bordeaux

Dimanche 16 octobre
de 11 h à 19 h
Salle Victor-Hugo
à Cenon

Reims

Dimanche 16 octobre
de 11 h à 19 h
Salle des Phéniciens
à Cormontreuil

Le Mans

Samedi 22 octobre
de 17 h à 1 h du matin
Salle Pierre-Guédou
Impasse Floréal

Retraites : la déclaration de guerre de Macron

Après des jours d'hésitations médiatisées, Macron a annoncé son projet, le jour même de la mobilisation syndicale sur les salaires : il entend reculer l'âge de départ à la retraite de 62 à 65 ans d'ici 2031 et sa Première ministre proposera une loi au Parlement avant la fin de l'hiver pour mise en œuvre à l'été 2023.

Sous prétexte de dialogue social, Elisabeth Borne et son ministre du Travail, Olivier Dussopt, vont organiser trois mois de parlottes avec les confédérations syndicales. Cela a suffi à plusieurs dirigeants syndicaux pour parler d'une « inflexion dans la méthode » ! La réalité est que Macron veut aller vite, montrer qu'il est le chef et qu'il est déterminé à faire travailler coûte que coûte les salariés plus dur et plus longtemps.

Faute de majorité absolue à l'Assemblée nationale, il évoque le recours à l'article 49-3, qui permet de faire passer un texte en force en engageant la responsabilité de son gouvernement. Si une majorité de députés votent une motion de censure, la loi est rejetée et le gouvernement démissionne. Fier-à-bras et exerçant un chantage sur les députés, ceux de LR

en particulier, invités à soutenir sa réforme, Macron les menace en déclarant que, face à un tel scénario, il dissoudrait l'Assemblée.

D'ici le printemps, les postures des uns et des autres promettent donc d'animer le cirque parlementaire. Sur le fond, il n'y a pas d'autre raison à cette énième attaque contre les retraites que la volonté de ceux qui dirigent la société de rallonger la durée globale du travail et la quantité de richesses que créent les travailleurs. Macron le dit lui-même : sa réforme n'a pas pour but de remplir les caisses de retraite, mais, dit-il, de dégager 6 ou 7 milliards d'euros pour financer les hôpitaux, les Ehpad, voire la transition énergétique. La classe capitaliste encaisse des centaines de milliards de profits par an et elle entend augmenter encore la part de richesses qu'elle prélève



sur la société. C'est ce que réclame le Medef : une réduction des impôts et des dépenses publiques, mais le maintien de toutes les aides et subventions dans sa direction ; des réformes de l'Assurance chômage et des retraites, mais sans provoquer de grèves lors de leur mise en œuvre. Aux ministres de se débrouiller ensuite pour financer le budget de l'État,

en dépouillant les travailleurs, tout en évitant qu'ils se révoltent.

Cette nouvelle réforme des retraites est bien une déclaration de guerre à tous les travailleurs. Les réformes précédentes obligent déjà des millions de salariés à partir à 63 ou 64 ans s'ils ne veulent pas subir de décote sur leurs pensions. Ceux, nombreux, usés par le travail ou les maladies, qui ne peuvent pas le faire sont contraints de partir avec des retraites amputées. Des millions d'autres, au chômage ou en invalidité bien avant 60 ans, passent d'une misère à l'autre, des

minimas sociaux au minimum vieillesse.

La réforme de Macron va aggraver le sort de tous, appauvrir les anciens et réduire l'espérance de vie à la retraite. Pour l'empêcher, les travailleurs ne pourront compter ni sur les députés d'opposition ni sur le prétendu dialogue social. La guerre est déclarée par le gouvernement et le grand patronat et, face à elle, les seules armes des travailleurs sont celles de la lutte de classe, leur mobilisation dans les grèves et les manifestations.

X. L.

Affaire Kohler : les liens discrets des hommes du président

Le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, a de nouveau été mis en examen le 23 septembre pour suspicion de conflit d'intérêt. A-t-il usé de ses responsabilités pour favoriser les propriétaires de l'entreprise MSC (Mediterranean Shipping Company), cousins de sa mère ?

Une première plainte avait été déposée en juin 2018, accusant Kohler d'avoir dissimulé ses liens avec cette compagnie alors qu'il représentait l'État au conseil de surveillance du port du Havre, plainte classée sans suite un an plus tard par le Parquet national financier (PNF). Un élément nouveau divulgué par le site Mediapart est apparu à cette occasion : il s'agit d'une lettre soutenant son protégé, que Macron avait envoyée à ce même PNF quelques jours avant que le PNF ne classe l'affaire.

Les liens privilégiés de responsables gouvernementaux avec telle ou telle entreprise ne sont pas l'exception, mais la règle, plus particulièrement dans l'entourage

de Macron, qui s'est vanté du choix d'hommes et de femmes de terrain comme ministres, justement parce qu'ils avaient une bonne connaissance du monde de l'entreprise. À commencer par Elisabeth Borne, directrice générale des concessions d'Eiffage de 2007 à 2008. En 2014, alors qu'elle était numéro 2 dans le cabinet de Ségolène Royal, les entreprises autoroutières avaient obtenu le prolongement pendant six ans de leurs concessions. Et même si, à la différence de Kohler, on ne peut les accuser de conflit d'intérêt, d'autres ministres ne se cachent pas de leurs liens avec des entreprises. Celle des Sports, Amélie Oudéa-Castera, outre son palmarès en tant

que joueuse de tennis, a eu un poste de direction chez AXA, puis chez Carrefour, tandis que son mari, Frédéric Oudéa, était jusqu'à récemment PDG de la Société générale. Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie, a eu des postes dirigeants chez Natixis et Groupama. Quant à Stanislas Guérini, ministre de la Transformation et de la Fonction publique, il a été le fondateur et directeur général de Watt&Home, entreprise centrée sur l'énergie renouvelable et les produits solaires.

Ce ne sont que quelques exemples et l'on pourrait poursuivre la liste, même si cette situation n'est pas une spécialité du gouvernement Macron. Celui-ci d'ailleurs n'a pas voulu se désolidariser de son secrétaire général, sans quoi il aurait dû le faire pour nombre de ses ministres, si opportunément choisis.

Marianne Lamiral

Cabinets de conseil : experts en pillage des fonds publics

En 2019, en plein mouvement des gilets jaunes, l'idée avait germé dans la tête de Darmanin, alors ministre des Comptes publics, d'expédier à chaque foyer ce que coûte une année de scolarité d'un collégien ou un trajet en TER, pour justifier la légitimité de la facture fiscale.

L'enquête a été confiée au cabinet conseil américain Accenture, qui a évalué le coût d'un collégien dans les Ardennes ou d'un voyage en TER dans le Bas-Rhin, en collectant des informations sur Internet ou auprès de

la SNCF.

Au bout du compte, l'enquête d'Accenture a été remise au placard, d'où elle ne sortira jamais, et les finances publiques ont été délestées de 300 000 euros, car il fallait bien payer le service à cette société privée. Pour convaincre les contribuables qu'il est fait bon usage de l'argent public, ce n'est pas une réussite. Par contre, pour illustrer les dépenses publiques inutiles, mais profitables pour certains intérêts privés, ce n'est pas mal.

Boris Savin

Hôpital: plus que jamais sacrifié

Selon une étude du ministère de la Santé, publiée mardi 27 septembre, 4 300 lits d'hôpitaux ont été supprimés en 2021. Au total, plus de 21 000 lits ont été supprimés sur la période fin 2016-fin 2021.

La catastrophe vécue par les patients et les soignants depuis l'arrivée du Covid n'a en rien freiné les suppressions de lits.

Mais c'est en fait la po-

litique menée par tous les gouvernements depuis quarante ans, avec une continuité remarquable, quelle que soit leur étiquette politique. Le même

rapport compte 10 000 lits supprimés pendant le quinquennat de Hollande, et 37 000 pendant celui de Sarkozy.

Au fur et à mesure des réductions d'effectifs, les conditions de travail des soignants sont devenues insupportables. Les salaires insuffisants et la crise du

Covid ont ajouté de nouveaux problèmes, car les démissions se multiplient et il devient difficile de recruter, ce qui oblige à fermer des lits supplémentaires, au-delà des prévisions de l'administration.

Les gouvernements successifs ont tous réduit les moyens de l'hôpital, et imposé l'idée qu'il faut qu'il soit rentable. En plus des réductions de personnel et de lits, la tarification à l'acte, imposée en 2004, crée une course aux actes jugés les plus lucratifs. De nombreux hôpitaux et maternités de proximité, jugés non rentables, ont été fermés. Les hôpitaux ont été autorisés

à s'endetter plus facilement auprès de banques privées. L'endettement a explosé, et aujourd'hui une partie importante de leur budget part dans les caisses des banques, en remboursement des dettes. Dans le même temps, les groupes privés de la santé sont devenus de grands groupes capitalistes riches.

Tout a été organisé pour que l'hôpital devienne une source de profits pour les banques, les fournisseurs des hôpitaux, les cliniques privées, en sacrifiant ce qui ne rapporte rien, au détriment de la santé publique.

Hélène Comte

Pénurie de médicaments: pour la santé des profits

L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) a émis une alerte fin septembre sur de « fortes tensions d'approvisionnement » de certains médicaments, en particulier ceux pour lutter contre le diabète de type 2.

Les difficultés d'approvisionnement des pharmacies ont considérablement augmenté cette année. Alors qu'en janvier il existait un problème pour 6,5 % des références de médicaments, à la mi-août, ce taux était de 12,5 %. Pour certains de ces médicaments, il existe des produits de substitution,

mais ce n'est pas le cas pour certains anticancéreux ou antidiabétiques par exemple, avec le risque que des malades ne puissent plus avoir accès à leur traitement en temps et en heure. Depuis septembre 2021, un décret oblige les laboratoires pharmaceutiques à constituer entre une semaine et deux

mois de stocks, en fonction des médicaments, mais rien n'a été mis en place pour vérifier si c'était appliqué.

Pour expliquer cette pénurie, qui existe pourtant depuis des années et s'aggrave lentement, les industriels du secteur mettent en avant l'augmentation de la demande mondiale, notamment pour les médicaments contre le diabète de type 2, un diabète de mauvaise alimentation qui augmente régulièrement et dont la hausse n'a donc rien d'une catastrophe imprévisible.

Autre raison invoquée, et inévitable par les temps qui courent: la guerre en Ukraine, et le renchérissement des coûts de fabrication.

Les capitalistes de la santé vendent des médicaments comme d'autres vendent des armes ou des voitures, organisent la pénurie quand ils estiment que c'est bon pour les profits.

Camille Paglieri



EPSM de la Sarthe: la direction ne veut pas de vagues!

À l'occasion de la venue du ministre de la Santé au Mans lundi 3 octobre dans le cadre du CNR de Macron et pour préparer sa visite, la direction de l'EPSM (Établissement public de santé mentale) de la Sarthe avait mis en place des groupes de travail.

Vendredi 30 septembre, elle avait constitué dans le plus grand secret des groupes d'invités triés sur le volet, alors que la plupart des services n'avaient été ni sollicités ni informés. L'objectif était de faire l'apologie des méthodes d'adaptation et des dispositifs « innovants » mis en place par l'établissement pour faire face à la pénurie médicale et au manque de lits.

Parlons-en, de ces prétendues méthodes innovantes. La CROP, ou cellule d'ordonnement régionale, qui organise le transfert des patients à plus de 200 kilomètres de leur domicile et de leur famille faute de lits disponibles, est l'une de ces formidables adaptations! Le SAS (service d'accès aux soins) prévoit l'intervention d'une équipe psychiatrique au Samu. Mis en place sans

moyens supplémentaires au beau milieu de l'été, il a entraîné l'épuisement de toute une équipe et donc l'arrêt (temporaire?) du dispositif. Une pression est aussi exercée sur les services ambulatoires pour « favoriser les sorties et les alternatives à l'hospitalisation » coûte que coûte, alors que les soignants ont déjà la tête sous l'eau.

Si la direction a soigneusement choisi les invités de ces groupes, c'est pour être sûre de ne pas parler de ces aspects-là!

Correspondant LO

Nos lecteurs écrivent Eure-et-Loir: jeunes sans papiers et précarisés

À leur arrivée en France, les mineurs isolés sont pris en charge par l'ASE (Aide sociale à l'enfance). Ceux arrivés avant 16 ans devraient obtenir un titre de séjour de plein droit à leur majorité, sous certaines conditions: le suivi assidu d'une formation; un rapport positif des structures qui les accueillent; un examen de la « nature des liens » avec la famille au pays.

La nouvelle préfète d'Eure-et-Loir sait très bien utiliser ces conditions pour rendre très difficile l'obtention du titre en question. Ses services le refusent à un jeune quand ils constatent qu'il a de la famille vivant dans son pays d'origine, prenant prétexte des contacts téléphoniques. Ces jeunes sont aussi de plus en plus nombreux à se voir notifier une OQTF (Obligation de quitter le territoire français) lorsqu'ils atteignent 18 ans. Un recours au tribunal administratif est certes possible, mais les délais de réponse sont très longs, un an en moyenne. Pendant ce temps, le département cesse tout accompagnement, et ils n'ont plus

le droit de poursuivre leur apprentissage, ni de travailler, ni de percevoir une aide sociale. Sans ressources, ils perdent leur logement et même se retrouvent à la rue.

La préfète a aggravé la situation en appliquant de nouvelles mesures, comme l'assignation à résidence durant cette période d'un an. L'enfermement en centre de rétention administrative et l'expulsion deviennent alors possibles à tout moment, sans qu'un juge ait statué sur le recours.

À plusieurs reprises, des rassemblements ont eu lieu devant la préfecture de Chartres ou la sous-préfecture de Dreux. Il faudra encore et toujours se battre contre les méfaits de cette préfète, qui ne fait qu'appliquer ce que lui dictent ses maîtres: Darmanin et Dupond-Moretti, qui ont annoncé un projet de loi précarisant encore plus la situation des mineurs isolés et de l'ensemble des étrangers.

Une lectrice militante pour l'accueil et la régularisation des sans-papiers en Eure-et-Loir

HLM : pénurie à tous les étages

Le congrès des organismes HLM, fin septembre, où le ministre délégué au Logement, Olivier Klein, est venu faire un tour, essuyant nombre de critiques, n'a apporté aucune perspective d'amélioration du logement populaire.

La fondation Abbé-Pierre chiffre à 4 millions le nombre de personnes mal logées ou pas logées du tout en France, et à 14,6 millions le nombre de celles qui sont fragilisées par la crise du logement. Venant s'ajouter à la pénurie générale de logements, qui est depuis longtemps le carburant de la spéculation immobilière, cette année l'inflation a aussi été celle du coût de la construction, qui empêche les ménages modestes de faire construire leur maison et pousse les loyers à la hausse.

Les locataires, qui sont aussi des travailleurs aux salaires insuffisants pour faire face au coût de la vie, prennent en pleine face la réforme des APL – baisse de 5 euros, désindexation de l'inflation, etc. – qui les prive de 4 milliards d'euros

par an, comparé à avant 2017.

Le congrès de l'habitat social a constaté que 2,3 millions de personnes sont en attente d'un logement HLM. Beaucoup de freins limitent la construction de logements sociaux en quantité suffisante : ainsi, le prix des terrains en hausse en zone urbaine, les maires de communes cossues ne voulant pas de HLM dans leur ville, etc. Il ne se construit pas plus de 100 000 logements HLM par an en France, et plutôt autour de 85 000 ces dernières années. Dans le même temps, d'anciens HLM sont détruits pour cause de vétusté. La pénurie n'est pas près de prendre fin.

Face à cette catastrophe sociale, qu'a annoncé le ministre aux responsables des organismes HLM ? Qu'il leur fallait « construire



plus de logements », sans annoncer aucun moyen supplémentaire.

En fait l'État leur retire même des moyens, en s'appropriant à ponctionner 300 millions d'euros sur le budget d'Action logement, anciennement 1 % patronal, censé loger les salariés. Ce n'est pas la première fois qu'un tel détournement de fonds a lieu.

La présidente d'un autre organisme, l'Union sociale

pour l'habitat, Emmanuelle Cosse, qui fut ministre du Logement de Hollande, a supplié en vain l'actuel gouvernement de faire en faveur du logement social les gestes dont elle s'était abstenue quand elle était au pouvoir.

Le ministre actuel, Olivier Klein, est l'ancien maire de Clichy-sous-Bois, commune pauvre de la région parisienne. Son parcours politique l'a mené du PCF au

PS, puis au gouvernement de Macron. Il a sa part de responsabilité à assumer dans l'aggravation de la crise du logement sous les gouvernements de gauche et macronistes.

Il n'y a rien à attendre de ces gens-là, tous respectueux de la propriété capitaliste et des lois du marché, qui sont à la base de la crise permanente du logement pour les classes populaires.

Lucien Déroit

Lycées professionnels : élèves livrés au patronat

Macron a annoncé une nouvelle réforme du lycée professionnel, qui consiste à augmenter de 50 % le temps passé en entreprise. Cette période a déjà été augmentée dans les réformes précédentes et peut monter jusqu'à 22 semaines sur les 36 de l'année scolaire, selon la formation et le niveau.

Le leitmotiv depuis des années consiste à dire qu'il est nécessaire de rapprocher le lycée professionnel de l'entreprise, en l'adaptant aux besoins des employeurs. Sur ce terrain, bien évidemment, ministres et représentants patronaux ne cessent de répéter que l'Éducation nationale n'est pas efficace et ils lui opposent un prétendu succès de l'apprentissage.

Cette réforme va dans le même sens que toutes celles qui ont été lancées par les ministres de l'Éducation nationale depuis les années 2000, à savoir réduire les enseignements généraux et la théorie professionnelle. Ainsi, elle prévoit que la formation comprendra moins de mathématiques, d'histoire et de français, moins

de cours sur la législation, sur la sécurité au travail, moins de connaissances théoriques sur les métiers.

Le gouvernement prévoit d'augmenter la durée des stages, mais encore faut-il que les élèves en trouvent un, beaucoup d'entreprises refusant de prendre des stagiaires. D'ailleurs, dans certaines formations, la législation demande un âge minimum pour travailler, et certains élèves sont trop jeunes pour pouvoir être envoyés en stage. Quant à l'argument consistant à dire que le stage garantit une meilleure formation, ce n'est pas l'expérience vécue par nombre d'élèves, qui se retrouvent cantonnés à des tâches subalternes, sans que les tuteurs censés les former aient le temps pour le faire.

Pour séduire les jeunes, le gouvernement annonce une rémunération des stages à hauteur de 500 euros, versés par l'État. Trouvera-t-il le budget pour financer une telle mesure au profit des 650 000 jeunes scolarisés en lycée professionnel ? Rien n'est moins sûr. Par contre, il est certain que les jeunes ne peuvent que pâtir d'une telle dégradation de leur formation et se retrouver en moins bonne position s'ils veulent poursuivre leurs études ou changer de métier au cours de leur vie.

L'État cherche aussi à faire des économies, et cela aura aussi des conséquences pour le personnel, avec de très nombreuses suppressions de postes et une dégradation importante des conditions de travail. Un appel à la grève est lancé par tous les syndicats le 18 octobre. Il est de l'intérêt aussi bien des enseignants que des élèves de s'opposer à cette réforme.

Inès Rabah

Collectivités locales : budget au rabais

Selon les services de l'État, les collectivités locales pourront faire face à leurs dépenses en 2023, car elles auraient une cagnotte de 22,3 milliards d'euros, deux milliards et demi de plus qu'en 2019.

Évidemment, des protestations se sont élevées, des mairies jusqu'au Sénat, contre cet optimisme gouvernemental annonciateur de restrictions sur leur future dotation générale de fonctionnement.

La revalorisation des salaires des fonctionnaires, même à la traîne sur l'inflation, la hausse des factures pour le fonctionnement des cantines, des piscines, des crèches, les investissements pour les chantiers en cours et à venir, tout cela repose sur les collectivités locales qui réclament une dotation générale indexée sur l'inflation. Elles la réclament d'autant plus que, du côté des recettes fiscales, le gouvernement vient de décider la suppression dès 2023 d'une partie, environ quatre milliards d'euros, de la CVAE, cet impôt de production payé par les

entreprises, dont les collectivités bénéficient.

Le gouvernement laisse entendre que cette protestation est pleine d'arrière-pensées politiciennes. Il fait valoir que les collectivités ont profité de rentrées en hausse entre la TVA et la taxe foncière, et que seules 500 communes sur 35 000 pourraient être en grande difficulté.

Mais il est avéré que, dès que l'État transfère localement une partie de ses obligations, le budget ne suit pas et la situation se dégrade. Dans les communes populaires en particulier, c'est la population qui paye, par des services publics de plus en plus déficients, les cadeaux faits au patronat. Indexer les dotations des collectivités locales sur l'inflation serait en effet un minimum.

Sylvie Maréchal

Inflation ou chômage : deux façons de nous appauvrir

« Pour réduire l'inflation, il faut augmenter le chômage », a déclaré l'économiste Patrick Artus au journal *Les Échos*. Il formule tout haut ce que les représentants de la bourgeoisie mettent en œuvre un peu partout dans le monde.

Jerome Powell, le président de la banque fédérale américaine, la Fed, vient d'augmenter à plus de 3 % les taux d'intérêt auxquels les banques empruntent auprès de la Fed et envisage de les porter bientôt à 4,5%. Il y a un peu plus d'un an, ces mêmes taux étaient à 0%. En Europe, Christine Lagarde, présidente de la BCE, applique la même politique avec un temps de retard.

En relevant leurs taux d'intérêt, les banques centrales veulent réduire les

crédits accordés par les banques et rendre les emprunts plus coûteux. Cela concerne les États, les entreprises et les ménages. Leur but, explicite, est de « ralentir le marché », en réduisant la demande de tous les biens, produits manufacturés ou biens immobiliers. Ils espèrent que les prix baisseront, faute d'acheteurs en nombre suffisant, les particuliers ne pouvant plus emprunter pour acheter un logement ou une voiture.

Avec des taux en hausse,

les entreprises, petites, moyennes ou grosses, mais moins rentables, trouveront plus difficilement des crédits pour investir. Elles réduiront la voilure ou feront faillite. Dans tous les cas, elles supprimeront des emplois. Davantage de chômage, et de préférence des chômeurs peu ou pas indemnisés, cela obligera tous les travailleurs à accepter des salaires plus faibles, mettant les patrons en positions de force pour refuser des augmentations. C'est l'objectif réel de la politique

des banquiers centraux.

Quant à la montée brutale des prix, il n'y a pas besoin de faire tourner les tables pour l'expliquer. Elle résulte d'abord et avant tout du choix de quelques capitalistes en position de monopole, dans l'énergie, le transport maritime et d'autres secteurs, d'organiser la pénurie pour faire monter les prix et engranger des surprofits. A ces choix malthusiens, s'ajoute le chaos d'une économie mondialisée sans planification, où tout aléa, Covid,

blocage du canal de Suez, guerre en Ukraine, peut désorganiser la production et le transport.

Tels les médecins charlatans mis en scène par Molière, les « experts » du 21^e siècle, totalement démunis pour soigner et réguler l'économie capitaliste à l'agonie, mais dévoués à leurs maîtres, ne connaissent que deux remèdes : la purge et la saignée. Et c'est toujours aux classes populaires qu'ils les infligent.

Xavier Lachau

Hausse des prix : les salaires doivent suivre !

Selon une estimation provisoire de l'Insee, les prix ont augmenté de 5,6 % par rapport à l'an dernier en septembre, contre 5,9 % en août. Ce ralentissement s'expliquerait par les ristournes appliquées aux prix des carburants et par le « bouclier tarifaire » sur ceux du gaz et de l'électricité.

Les prix des produits alimentaires continuent, eux, d'augmenter à grande vitesse : ils sont en hausse de 10 % sur un an et de 18 % sur cinq ans. Les produits frais deviennent des produits de luxe, leur coût ayant augmenté de 35 % au cours des cinq dernières années. D'après un relevé de prix effectué par le journal *Le Monde*, un paquet de

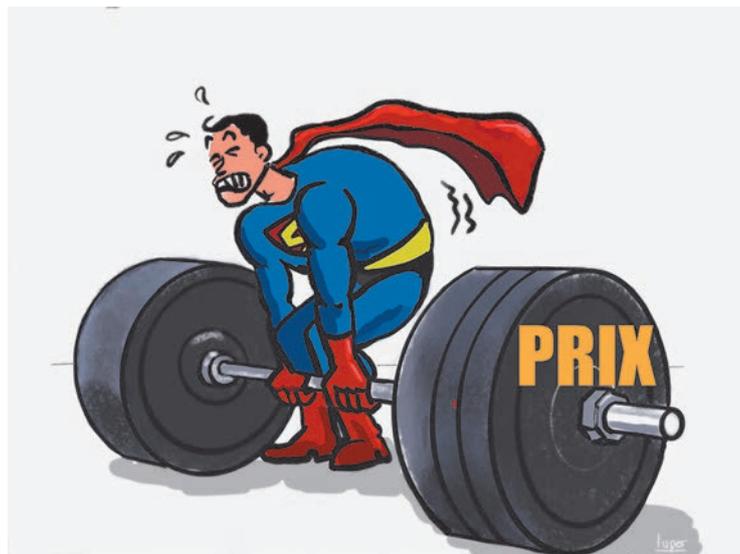
coquillettes, des bâtonnets de poisson surgelé ou encore un paquet de riz basmati coûtent 30 % plus cher qu'il y a un an, sans parler de l'huile de tournesol, dont le prix a augmenté de 137 % sur la même période.

La réalité, c'est que le ministère du Travail reconnaît lui-même que, lorsqu'on tient compte de l'inflation, le salaire mensuel de base

des employés a reculé en un an de 2,2 % et celui des ouvriers de 2,7%. Et cela ne peut que s'aggraver dans les mois à venir, car la remise sur le carburant est vouée à diminuer dès novembre et le gouvernement a déjà annoncé une prochaine hausse des prix de l'électricité de 15 % en 2023.

La lutte pour des augmentations de salaires et pour leur indexation sur les prix est de plus en plus une nécessité vitale, la seule façon d'empêcher que l'ensemble du monde du travail se trouve précipité dans la pauvreté.

Sacha Kami



Livreurs sans papiers : en lutte contre "Uber voleur"

À vélo ou en scooter, les livreurs sans papiers d'UberEats étaient un bon millier à manifester dans les rues de Paris, samedi 1^{er} octobre. Entre deux coups de klaxon, ils ont scandé « Uber voleur » dans un cortège dynamique et déterminé. Radiés par la plateforme, ils dénoncent son hypocrisie.

Avec ou sans papiers, les livreurs de repas à domicile, quelle que soit la plateforme par laquelle ils passent, figurent parmi les travailleurs les plus précaires. Le régime d'autoentrepreneur auquel la grande majorité sont soumis les prive de toute protection sociale. Mais, pour ceux qui sont sans papiers, c'est la double peine : ne pouvant se connecter en leur nom pour obtenir des courses, ils utilisent de fausses identités, et le fait de passer par le compte d'un

autre est rarement gratuit. Un jeune livreur expliquait qu'il payait au titulaire officiel du compte 150 euros par mois, quels que soient les revenus qu'il tire de ses livraisons.

UberEats utilise depuis des années ces travailleurs précaires et, pendant les confinements, la plateforme a eu encore plus recours à des livreurs sans papiers, en le sachant parfaitement. Lorsque l'État y a regardé d'un peu plus près, la plateforme s'est débarrassée du

problème en supprimant purement et simplement 2500 comptes jugés frauduleux. Non seulement elle a privé les livreurs de leurs maigres revenus, mais elle s'est payé, en plus, le luxe de se prétendre exemplaire.

Comme les coursiers autoentrepreneurs sans papiers de Chronopost ou Amazon, les livreurs de repas se sont regroupés et s'organisent pour exiger les moyens de vivre dignement. Aux prises de parole, durant la mobilisation, l'un d'eux répondait ainsi à l'hypocrisie de l'État et d'UberEats : « Ils veulent qu'on travaille sainement ? Mais qu'ils nous régularisent, et on travaillera sainement. »

Nadia Cantale

La Poste – Surgères : les boîtes à lettres épinglées

À Surgères, en Charente-Maritime, dans les petits villages rattachés à la ville et dans d'autres communes alentour, plusieurs boîtes aux lettres destinées au dépôt du courrier à expédier ont été ou vont être retirées car « non-productives », selon La Poste.

Dans la commune même de Surgères par exemple, neuf de ces boîtes vont être supprimées. Que feront les usagers ayant du courrier à expédier ? Ils devront aller là où il reste des boîtes, ou même dans un bureau de poste. En revanche,

dans les petits villages, ils devront déposer ce courrier à expédier dans leur propre boîte aux lettres et indiquer au facteur qu'il doit y aller voir en apposant une épingle à linge, rouge de préférence, sur le rabat de cette boîte.

À quelle fréquence se fera cette relève ? Tous les jours, les deux jours, ou moins encore, on ne sait pas. En tout cas, ce sera un travail supplémentaire pour les facteurs et, certainement, des économies espérées par le groupe La Poste, au détriment du service rendu aux usagers.

Correspondant LO

Russie-Ukraine : quand l'impérialisme hurle au loup

À Moscou, la Cour constitutionnelle a déclaré conforme à la Constitution le rattachement de quatre régions tenues en tout ou partie par l'armée russe dans l'est et le sud de l'Ukraine.

Trois jours plus tôt, Poutine avait ratifié en grande pompe les résultats, sans surprise, des référendums qui validaient le rattachement à la Russie des républiques de Donetsk et Lougansk, ainsi que des régions de Zaporijia et Kherson.

Biden a déclaré que « jamais, jamais, jamais » les États-Unis ne reconnaîtraient ces territoires comme russes. Les dirigeants de l'Union européenne ont fait chorus. Les pays dont l'économie domine le monde, le G7, ont parlé de simulacres de référendum. Quant à Macron, dans un numéro à la tribune de l'ONU, il a fustigé un retour « à l'âge des impérialismes et des colonies ».

Poser au champion du droit des peuples, il faut oser quand on conduit la politique de la France dans ses anciennes colonies d'Afrique,

en s'appuyant sur des dictateurs qui ne font souvent même pas semblant d'en passer par des élections, et sur l'armée française pour protéger les intérêts de Total, Bolloré et autres grands groupes.

Bien sûr, ce n'est pas pour défendre les droits et les intérêts de leurs quelque 6 millions d'habitants que Poutine a annexé 17% du territoire de l'Ukraine. Il défend là les intérêts de la bureaucratie russe, de ses oligarques face aux États impérialistes d'Amérique et d'Europe. Or ceux-ci considèrent qu'ils sont chez eux en Ukraine depuis le coup de force du Maïdan en 2014, que le pays leur appartient et que la Russie n'a plus rien à y faire.

Les territoires annexés par Moscou ont pourtant fait partie de la Russie sous les tsars, puis de l'Union soviétique. Parlant russe en

général, leurs habitants ne se sentent pas forcément plus ukrainiens que cela et ont pu se dire, pour toute une série de raisons et sans qu'il faille leur pousser la baïonnette dans les reins, que le pire n'était pas de revenir dans le giron de Moscou. D'autant que, avant la guerre, le régime de Zelensky était largement vu comme corrompu et antiouvrier. Simple, lors des référendums certains ont sans doute choisi de continuer à vivre là où ils habitaient, quelle que soit la couleur du drapeau.

En déclenchant la guerre le 24 février, Poutine n'était certes pas inspiré par la défense du peuple ukrainien, et l'envoi de chars russes n'était certes pas le meilleur moyen de renforcer l'amitié entre les deux peuples. L'objectif était de répondre aux pressions occidentales sur la Russie, à la politique de l'impérialisme, américain au premier chef, qui n'accepte pas de voir tant soit peu contester son hégémonie.



À Melitopol: « La Russie c'est l'ordre », « L'avenir, c'est le référendum des 23-27 septembre ».

L'intangibilité des frontières, que les dirigeants du monde impérialiste brandissent contre Poutine, ne vaut que lorsque celles-ci ont été tracées par et pour les puissances impérialistes, États-Unis, France, Grande-Bretagne, etc. Et tant qu'elles y trouvent leur compte.

On l'a vu quand, après le 11 septembre 2001, les États-Unis ont attaqué sans se gêner l'Afghanistan, ou quand ils s'en sont pris à l'Irak en 2003. Ou en Yougoslavie, au milieu des années 1990, quand les grandes puissances occidentales ont présidé au dépeçage de cet État fédéral. Vint ensuite le tour de la Serbie: son tracé frontalier n'avait plus rien

d'intouchable dès lors que l'Allemagne, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne trouvaient préférable d'affaiblir ce pays. Et il y a bien d'autres exemples.

Ce sont les mêmes qui fournissent toujours plus d'armes et de fonds à l'Ukraine. Ce faisant, ils ne visent nullement à protéger le peuple ukrainien, le premier à faire les frais de cette escalade guerrière. Les puissances impérialistes veulent apprendre au monde entier ce qu'il en coûte de ne pas plier le genou devant elles. Et cela même si les gouvernants, les médias et les idéologues de tout bord qui filent le train au loup cherchent à le travestir en agneau.

Pierre Laffitte

Grande-Bretagne : un samedi de grèves et de protestations

Samedi 1^{er} octobre, la journée de grève contre les bas salaires a été la plus suivie de l'année au Royaume-Uni. Des milliers de manifestants ont participé à des rassemblements organisés dans une cinquantaine de villes pour protester contre la chute du pouvoir d'achat.

Ce jour-là, 170 000 travailleurs environ ont fait grève. Dans le rail, pour la première fois, l'appel réunissait l'ensemble des syndicats de cheminots et a entraîné la paralysie de 90% du trafic. Le mouvement a également touché les postiers de Royal Mail et les dockers des ports de Felixstowe et Liverpool et, sur certains piquets de grève, travailleurs des transports et du courrier se sont rejoints.

Le 1^{er} octobre avait aussi été retenu pour des protestations publiques contre la vie chère, car à cette date les tarifs de l'énergie devaient encore augmenter. Même si Truss a annoncé un plafonnement du prix de l'énergie, des rassemblements ont eu

lieu dans de nombreuses villes d'Angleterre.

Les raisons de battre le pavé ne manquent pas. Alors que viennent d'avoir lieu les funérailles royales les plus chères de l'histoire, et que les entreprises du FTSE 100 (le CAC 40 britannique) s'apprêtent à verser 80 milliards de livres à leurs actionnaires pour 2022, les familles populaires tirent le diable par la queue comme jamais depuis les années 1970. Pensions et allocations devraient être revalorisées d'ici à la fin de l'année, mais loin de l'inflation réelle. Pour toucher l'aide de type RSA baptisée crédit universel, il faudra bientôt travailler 15 heures par semaine au lieu de 12.

Le 1^{er} octobre à Londres,



Le 1^{er} octobre, des milliers de manifestants à Londres contre l'inflation.

sur le parvis de la gare de King's Cross, près de 5 000 personnes étaient présentes au rendez-vous. Mick Lynch, le secrétaire du syndicat des transports RMT, y a notamment déclaré: « Nous sommes les travailleurs et nous refusons de nous laisser diviser. [...] Nous sommes la classe ouvrière et nous sommes de retour. » Des paroles très applaudies, et qui expriment le sentiment de bien des exploités aujourd'hui, révoltés par les cadeaux aux riches et encouragés par le sursaut en cours.

On sait que la journée du 1^{er} octobre sera suivie bientôt par d'autres manifestations et grèves: de nouveau chez les postiers et, pour la première fois cette année, chez les enseignants et les fonctionnaires. Mais pour quelles perspectives? Des pétitions, même signées par un million de personnes (« Don't Pay » n'en regroupe pour l'instant que 200 000), ne feront pas reculer les géants de l'énergie. Quant aux dirigeants syndicaux qui ont jusqu'à présent orchestré les mobilisations, c'est dans les

prochaines élections parlementaires, prévues en 2024 voire 2025, qu'ils invitent les travailleurs à placer leurs espoirs.

Pour que l'élan actuel ne retombe pas, pour qu'il ne soit pas fragmenté par les bureaucrates syndicaux ni dévoyé par les politiciens travaillistes, les travailleurs n'ont pas d'alternative: il leur faudra généraliser leurs luttes autour d'objectifs qui remettent en cause, au-delà des gouvernants, le pouvoir des capitalistes eux-mêmes.

Thierry Hervé

Iran : la colère contre le régime

Les manifestations contre la police des mœurs et le port obligatoire du voile par toutes les femmes dès l'âge de 7 ans, démarrées après la mort de Mahsa Amini au commissariat, se sont transformées en contestation du régime iranien.

Malgré les milliers d'arrestations et plus d'une centaine de morts (92 répertoriées au 2 octobre par l'association Iran Human Rights), le mouvement est entré dans sa troisième semaine. Des manifestations et des affrontements avec la police se poursuivent dans la plupart des grandes villes du pays. À l'initiative d'étudiants, souvent avec le soutien des enseignants, plusieurs universités du pays ont suspendu les cours. À Téhéran, Isfahan, Tabriz et dans une dizaine d'autres villes, les contestataires ont occupé les locaux universitaires, reprenant un des slogans populaires du mouvement « Femme, vie, liberté » mais aussi « Les étudiants préfèrent la mort à l'humiliation ». À l'université scientifique Sharif de Téhéran, la police antiémeute est venue les déloger manu militari, avant de les embarquer en garde à vue.

Il est difficile, de loin, d'apprécier les sentiments des millions d'exploités, qui subissent eux-mêmes les pénuries, l'inflation, la crise et

la corruption du pouvoir, à l'égard de cette révolte partie de la jeunesse. En tout cas, elle semble susciter une large sympathie dans les milieux de la petite bourgeoisie. Diverses personnalités, sportives comme les footballeurs de l'équipe nationale, ou culturelles, ont marqué leur soutien à la contestation. De nombreux lieux culturels restent fermés en signe de protestation. Si elles sont souvent symboliques, les marques de soutien affichées par des personnalités jusque-là loyales au régime engendrent des risques. Ainsi un ancien animateur de la télévision publique a été arrêté, accusé d'encourager les émeutes et de solidarité avec l'ennemi.

Comme en 2017 ou en 2019, comme lors de chaque contestation qui le menace, le régime des ayatollahs essaie d'opposer les intérêts nationaux du pays aux manifestants et accuse les puissances occidentales d'être à la manœuvre. Ainsi, le 3 octobre, l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la



Etudiants sous les bombes lacrymogènes, à Téhéran, le 1^{er} octobre.

République islamique d'Iran, conspué par les manifestants qui scandent « Mort au dictateur », s'est exprimé pour la première fois en déclarant : « Ces émeutes et l'insécurité sont l'œuvre des États-Unis et du régime sioniste. »

La réalité est que les gouvernements américain, israélien, comme ceux des pays européens se font surtout remarquer par leur silence. À part quelques

critiques bien diplomatiques, l'attitude de Biden ou Macron face à la dictature brutale de Khamenei est mesurée quand celle-ci a maille à partir avec son propre peuple. Si, depuis des décennies, les puissances occidentales cherchent à affaiblir le régime des mollahs, arrivé au pouvoir en renversant la monarchie pro-américaine du shah, elles ne souhaitent pas qu'il soit renversé par

une révolution populaire. Même s'il est moins docile à l'impérialisme que l'Arabie saoudite ou Israël, le régime iranien joue lui aussi le rôle de gendarme au Moyen-Orient et son renversement serait un facteur d'instabilité. Au fond, Biden ou Macron ne sont pas plus gênés par la brutalité de l'iranien Khamenei que par celle du saoudien Mohamed ben Salman.

X. L.

Brésil : les deux faces de la bourgeoisie

Les élections générales du dimanche 2 octobre ont montré l'ampleur du vote d'extrême droite au Brésil. Le Parti libéral, sous l'étiquette duquel Bolsonaro s'est présenté, possède désormais le premier groupe au Sénat et à l'Assemblée.

Claudio Castro, le candidat bolsonariste au poste de gouverneur de Rio, a été élu au premier tour. Et dans tous les États, les élus bolsonaristes sont nombreux, sous les étiquettes politiques les plus diverses.

Pour la présidence, bien des partisans de Lula voulaient croire à une victoire dès le premier tour. Or il obtient 48,43% des votes, à peu près ce que les sondages annonçaient. En revanche Bolsonaro en a recueilli 43,20%, six à dix points de plus que prévu. Un second tour les départagera donc le 30 octobre, et il faut s'attendre à quatre semaines d'affrontements violents.

« Nous avons vaincu les mensonges », a déclaré Bolsonaro à l'annonce du résultat,

entamant sa campagne du second tour. Pour lui, les « mensonges » ne sont pas seulement les espoirs trompés des partisans de Lula, Bolsonaro ayant annoncé lui aussi qu'il l'emporterait dès le premier tour : ce sont pêle-mêle les sondages, la presse, la Cour suprême, les juges, bref toutes les « forces du mal » qui s'opposent au président sortant.

Bolsonaro a une importante base d'électeurs parmi les évangélistes, les fanatiques des armes, les racistes anti-Noirs et anti-Indiens, les nostalgiques du fascisme ou de l'Empire, les milices qui contrôlent la moitié des favelas de Rio et les complottistes anti-vaccins. Ce noyau dur est estimé à 20-25% de l'électorat. S'y sont ajoutés nombre de gens qui ne sont

pas des inconditionnels, mais qui se sont largement mobilisés, comme en 2018 : policiers et militaires que Bolsonaro a favorisés, et qui sont sensibles à sa démagogie sécuritaire, petits propriétaires qu'effraie la prétendue menace du communisme représentée par Lula, déçus des précédents gouvernements Lula, travailleurs et petits bourgeois pour qui le Parti des travailleurs n'est qu'une mafia de voleurs et de corrompus. Bolsonaro a aussi porté en septembre de 400 à 600 reais (120 euros) l'allocation Aide Brésil aux très pauvres et a sans doute gagné ainsi des voix parmi eux.

Beaucoup de ces électeurs n'ont pas de doutes quand ils entendent le président débiter des contre-vérités flagrantes, vanter ses soit-disant succès économiques, l'augmentation prétendue du pouvoir d'achat, son action en faveur de la forêt amazonienne ou sa lutte victorieuse contre

le Covid, alors que la déforestation a progressé comme jamais et que son refus actif de toute protection est en partie responsable des plus de 680 000 morts du Covid. Les partisans de Lula sont présentés comme des bêtes mal-faisantes, des pervers, sur qui Bolsonaro fait souvent le geste de tirer. Plusieurs ont été assassinés durant les semaines de campagne, et les meurtres risquent de se multiplier.

Bolsonaro est prêt à faire feu de tout bois pour ne pas perdre la présidence. Sur le papier, la victoire de Lula à la fin du mois semble assurée car les deux autres candidats importants, Simone Tebet (MDB, 4%) et Ciro Gomes (PDT, 3%), devraient rallier son camp et leurs électeurs sont des opposants à Bolsonaro. Le patronat de Sao Paulo, la capitale économique du pays, et la grande presse, en particulier le puissant groupe des médias Globo,

vont certainement continuer leur campagne contre le président sortant. La grande bourgeoisie brésilienne a clairement choisi Lula, voulant se débarrasser de Bolsonaro. Elle voit aussi en Lula un homme qui, disposant d'un soutien dans les couches populaires, peut apaiser les tensions sociales et mieux faire passer sa politique.

C'est dire que, si les travailleurs brésiliens ont en Bolsonaro un ennemi décidé, ils n'auront encore rien gagné si Lula l'emporte le 30 octobre. Comme lors de ses deux mandats précédents, Lula président pourra seulement être plus apte, au moins pour un certain temps, à défendre dans la crise les intérêts de la bourgeoisie et à lui fournir un écran derrière lequel elle pourra mener ses attaques. C'est pourtant bien à elle que les travailleurs et les couches populaires devront s'affronter.

Vincent Gelas

TotalEnergies : actionnaires choyés, salaires bloqués

L'argent coule à flot pour les actionnaires de Total. Le géant français du pétrole avait annoncé 18,8 milliards de bénéfices pour le premier semestre.

Depuis New York, son PDG, Patrick Pouyanné, a déclaré mercredi 26 septembre aux actionnaires : « Évidemment se posait la question du surplus de cash flow (...) si nous allions le consacrer à des rachats d'actions ou à des dividendes. Nous allons combiner les deux » !

Le groupe annonce donc, d'une part, le versement d'un acompte sur dividende exceptionnel de 2,6 milliards d'euros, bien supérieur à l'acompte trimestriel prévu, et d'autre part, un programme de rachat d'actions d'un montant de sept milliards d'euros

sur l'année. Selon les calculs du journal *Les Échos*, c'est 35 à 40 % de l'excédent de trésorerie disponible qui est ainsi dilapidé dans les dépenses luxueuses de ses actionnaires.

Les options du PDG n'incluaient pas l'augmentation des salaires des travailleurs de Total, qu'il renvoyait aux négociations annuelles obligatoires en 2023, alors que les prix poursuivent leur hausse vertigineuse.



À Gonfreville.

Les travailleurs de la raffinerie Total de Gonfreville, près du Havre, qui ont entamé une grève reconductible depuis le 27 septembre, ne l'entendent pas de cette oreille. Ils ont rejoint ceux d'ExxonMobil en grève

depuis le 20 septembre pour imposer l'augmentation des salaires en prenant sur les profits.

Leur combat est celui de tous les travailleurs et il montre la voie à suivre.

Christian Bernac

Gonfreville – L'Orcher : raffinerie en grève

La raffinerie Total de Normandie à Gonfreville-l'Orcher, près du Havre, emploie 1 600 salariés, entre le raffinage de pétrole brut et la pétrochimie, ainsi que des milliers de travailleurs de la sous-traitance. La grève a démarré le 27 septembre dans le cadre des négociations annuelles sur les salaires et, mardi 4 octobre, elle se poursuivait après un vote des grévistes lors d'une prise de parole rassemblant une centaine de salariés.

La grève est ciblée sur certains secteurs essentiels de la raffinerie, et aujourd'hui, pas une goutte de carburant ne sort de Gonfreville.

En 2021, les bénéfices réalisés par TotalEnergies étaient déjà de 13,6 milliards d'euros, et pour le seul premier semestre 2022, la multinationale a annoncé 18,8 milliards d'euros de profits. Les actionnaires

vont même recevoir 2,62 milliards d'euros de dividendes exceptionnels. Les travailleurs n'ont donc aucune raison de se contenter des 5 % d'augmentation proposés par la direction, une hausse qui ne couvre même pas l'inflation. Ils réclament 10 % d'augmentation des salaires.

Le patron refuse de céder et essaie de dénigrer le mouvement en parlant de grève isolée. En réalité, plusieurs raffineries sont en grève dans le pays, et un nombre croissant de stations-service sont à sec. À proximité du Havre, la raffinerie ExxonMobil de Port-Jérôme est également en grève, ce qui est inédit. Les multinationales du pétrole gavent leurs actionnaires, mais les travailleurs du raffinage n'ont pas dit leur dernier mot!

Correspondant LO

ExxonMobil – Port-Jérôme : la lutte continue

La grève, commencée le 20 septembre, ne faiblit pas à la plate-forme pétrole-chimie d'ExxonMobil à Port-Jérôme, près du Havre. Elle mobilise plusieurs centaines de salariés.

Lundi 3 octobre, la venue de grévistes de la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher, à proximité, a été l'occasion d'une assemblée de 300 travailleurs en lutte. Cela a suscité l'enthousiasme de tous, conscients d'avoir les mêmes intérêts quels que soient leurs patrons.

La direction d'Exxon-

Mobil refuse jusqu'à présent de céder aux revendications salariales. Mardi 4 octobre, elle a tenté un chantage : soit ses dernières propositions (5,5 % d'augmentation générale pour 2022 et 3 000 euros de prime) étaient acceptées et signées par au moins deux syndicats (seule la CGC, qui n'était pas dans la grève,

acceptait ces miettes), soit elle revenait sur sa position antérieure de 3,7 % d'augmentation et 2 000 euros de prime. Aux assemblées de grévistes, la réponse a été unanime : pas question de céder au chantage. Comme le disaient nombre de travailleurs pour qui c'est la première vraie grande grève : « Si nous cédon maintenant dans ces conditions, l'avenir sera encore pire pour nous. » La grève continue.

Correspondant LO

Metaleurop : exploiteur et pollueur

Près de vingt ans après la fermeture de l'usine Metaleurop à Noyelles-Godault, dans le Pas-de-Calais, de récentes analyses de l'Agence régionale de la santé (ARS) confirment une importante pollution au plomb dans l'agglomération d'Hénin-Carvin.

D'après un documentaire diffusé récemment, depuis les années 1960, plus de 5 800 enfants vivant aux alentours de l'ancienne usine auraient été atteints de saturnisme. Une maladie très grave causée par le plomb et responsable de retards de développement chez les enfants. Après la révélation de ces chiffres, l'État s'est enfin résolu à lancer une nouvelle campagne de dépistage, dix ans après la dernière.

Les résultats révélés par l'ARS des Hauts-de-France et la préfecture du Pas-de-Calais, le 27 septembre, sont

éloquentes. Sur les 889 enfants dépistés, sept cas de saturnisme ont été découverts et 61 d'entre eux présentent une plombémie correspondant au seuil de vigilance nécessitant un contrôle régulier. De plus, les analyses des sols effectuées dans dix établissements accueillant des enfants (écoles, crèches, collège) ont révélé pour cinq d'entre eux la présence de plomb à des taux largement supérieurs au seuil admis.

Le groupe minier et de négoce Glencore, à qui appartenait Metaleurop, a pollué et empoisonné les travailleurs et la population

pendant des décennies. En 2003, il a fermé le site, laissant 830 travailleurs sur le carreau sans se soucier de la dépollution. Depuis, il continue de sévir aux quatre coins du monde. Outre l'exploitation des travailleurs, la suspicion de multiples pollutions et de spéculation sur les matières agricoles, il a aussi été reconnu coupable de corruption en Amérique latine et en Afrique via la création de sociétés écrans pour obtenir des contrats avantageux, ainsi que de manipulation des cours du carburant aux États-Unis. Mais cela ne doit pas troubler les actionnaires de ce groupe qui vient d'annoncer plus de 12 milliards de dollars de bénéfices pour le premier semestre 2022.

David Mencas

Nokia : un nouveau jeu, les chaises musicales

Quelques mois après avoir supprimé plus de 800 postes, Nokia annonce que la surface occupée sur le site de Nozay, dans l'Essonne, sera réduite.

Deux mille salariés seront mutés en octobre à Massy, dans un nouveau site prévu pour moins de 900 places.

Comment y faire entrer tout le monde ? En faisant réserver aux salariés leur place à l'avance avec des outils numériques. Sinon, il faudra partir à la recherche d'une place libre dans les grands espaces dits

open-space. Même punition pour ceux qui seraient pris dans les embouteillages ou auraient du mal à trouver une place de parking. Ils se retrouveront à des places dont personne ne veut, coincés derrière une porte ou à côté des toilettes par exemple. Autrement dit, à Nokia, ce sera l'aventure tous les jours.

Correspondant LO

Arkema – Pierre-Bénite : troisième semaine de grève pour les salaires

Les travailleurs du site Arkema de Pierre-Bénite, dans la région lyonnaise, sont entrés dans leur troisième semaine de grève, pour une augmentation mensuelle de salaire de 200 euros.

Pour les grévistes, c'est un minimum pour compenser la hausse des prix. Arkema a les moyens de payer: en 2021, le groupe a réalisé 1,7 milliard d'euros de bénéfice, et en 2022 celui-ci devrait approcher les 2 milliards d'euros.

Dès le début, la direction a tenté de faire du chantage en disant que la

grève mettait en péril la pérennité du site et les futurs investissements. Mais la réponse des grévistes a été sans équivoque: « Nous, avec l'inflation, c'est tous les jours que nous perdons de l'argent. » Mais aussi: « Vous nous dites cela après seulement quatre jours de grève mais, il y a quelque temps, les installations ont été arrêtées

pendant treize jours, parce que vous n'aviez pas prévu les opérations de maintenance. »

Depuis, la direction a décidé la mise en chômage technique d'une partie de l'usine. Son but était clairement de dresser une partie des travailleurs contre les grévistes. Mais, jusque-là, elle n'a pas réussi son coup. Des travailleurs en chômage technique ont même rejoint la grève.

Sur 300 ouvriers et 600 personnes au total dans l'entreprise, on compte 70 grévistes. Des assemblées générales de 30 à 50 personnes se tiennent tous les jours. Des grévistes participent activement à la grève, avec la rédaction et la distribution de tracts. Ils ont aussi la préoccupation d'entraîner les non-grévistes en discutant avec eux.

Pour l'instant, la direction refuse toute augmentation de salaire et en fait une question de principe. Mais les grévistes aussi: lundi 3 octobre, ils ont décidé en assemblée générale de poursuivre leur mouvement.

Correspondant LO



Carrefour Supply Chain – Caen : tout augmente, sauf les salaires !

Les travailleurs de l'entrepôt Carrefour Supply Chain de Carpiquet, près de Caen, étaient à nouveau en grève vendredi 23 septembre, pour les salaires.

Depuis des années, les conditions de travail se dégradent pour les 600 travailleurs du site. Certains d'entre eux doivent porter jusqu'à onze tonnes par jour, dans des conditions de plus en plus dangereuses, pour préparer les marchandises vendues dans les magasins Carrefour. Même pendant le confinement, ils n'ont pas arrêté de travailler, le tout pour un salaire à peine plus élevé que le smic.

Début septembre, à l'occasion de négociations salariales à l'échelle du groupe, la direction a d'abord proposé 0,75 % d'augmentation de salaire, soit moins d'une quinzaine d'euros par mois. La proposition a été

revue à 2 %, toujours loin du compte ! Le mécontentement avait entraîné deux jours de grève, les 15 et 16 septembre, durant lesquels les salariés de 19 des 23 entrepôts du pays s'étaient mis en grève, dont la quasi-totalité de ceux de Carpiquet.

La direction avait alors proposé 2,5 % d'augmentation, assortis d'une prime de 100 euros, vécue par beaucoup de grévistes comme une provocation: « 100 euros c'est ridicule, c'est à peine deux sacs de courses », disait l'un d'eux. C'est d'autant plus méprisant pour les salariés que Carrefour a réalisé plus d'un milliard de bénéfices en 2021 grâce à leur travail.

Vendredi 23 septembre, à l'appel de l'intersyndicale, la quasi-totalité des embauchés ont donc remis ça et fait grève. Beaucoup ont rejoint devant l'entreprise le dynamisme piquet de grève, où ils ont reçu le soutien de nombreux intérimaires, ainsi que d'autres travailleurs de la zone industrielle, qui connaissent les mêmes problèmes de fin de mois.

L'ambiance chaleureuse de la mobilisation a été l'occasion, pour les travailleurs, de renforcer les liens de solidarité, des liens qui leur seront précieux pour se défendre contre les mauvais coups du patron. Les grévistes ont déjà gagné la fierté de relever la tête et de ne pas se laisser faire et la lutte continue.

Correspondant LO

CPK – Vienne : non aux contrats au rabais !

Jeudi 29 septembre, jour de l'appel national intersyndical pour les salaires, la CGT a organisé un mouvement de grève, poursuivi le lendemain, à l'usine de fabrication de bonbons Carambar & Co (ex-Hollywood).

Cette usine est située à Saint-Genest-d'Ambière, dans la Vienne. La soixantaine de travailleurs mobilisés revendiquent l'embauche en CDI des travailleurs précaires en contrats GLE (groupement local d'employeurs). Ceux-ci constituent la moitié des effectifs de production, avec 70 contrats GLE pour une centaine de CDI sur le site.

Ces contrats GLE sont à durée déterminée, mais certains travailleurs ont jusqu'à quatorze ans d'ancienneté ! Ce type de contrat permet aux employeurs d'utiliser ces travailleurs sur plusieurs sites, sans leur appliquer les droits attachés aux entreprises utilisatrices. Ainsi, ils ne bénéficient pas des mêmes avantages

sociaux de rémunération, de représentation syndicale et de CSE, et se voient soumis à la convention collective la moins favorable de la région, celle de la laiterie. Le directeur du site, lui, défend bec et ongles ce dispositif pour la simple raison que c'est lui-même qui l'a créé dans la Vienne et qu'il en est encore aujourd'hui le président.

Ces journées de grève ont donc été l'occasion de mettre cette question publiquement sur le tapis. Il faudra bien imposer tous ensemble, quel que soit le statut des uns ou des autres, la fin de la précarité et les mêmes conditions de travail pour tous: à travail égal, même statut, même salaire !

Correspondant LO

Camaïeu : licenciements pour plus de profit

Mercredi 28 septembre, le tribunal de commerce de Lille a prononcé la liquidation judiciaire de la chaîne de vêtements Camaïeu, entraînant la fermeture de 514 magasins en France, et le licenciement de 2 600 personnes.

Michel Ohayon, patron de la Financière immobilière bordelaise, a racheté Camaïeu en 2020, après 22 magasins Galeries Lafayette en 2018, 175 magasins La Grande Récré et Jouetland en 2019, ainsi que Go Sport et Gap. Sa fortune était évaluée à 750 millions en 2019 et à 1,1 milliard en 2022 par le magazine *Challenges*, qui le classait 104^e des plus grosses fortunes du pays.

Au moment du rachat de Camaïeu, l'entreprise était très endettée, et le nouveau patron a prétendu qu'il allait la remettre en selle. Il a commencé par fermer plus de 100 magasins, et a licencié 500 salariés. Il s'est depuis fait prêter près de 20 millions par l'État, et a obtenu 20 millions supplémentaires d'effacement de dettes sociales et fiscales, sous prétexte des difficultés dues à l'épidémie de Covid. Pendant le Covid, il a continué à endetter l'entreprise en refusant de

payer les loyers, ainsi que certains fournisseurs.

En septembre, Michel Ohayon demandait un redressement judiciaire, prévoyant la fermeture de 208 magasins et la suppression de centaines d'emplois, et il réclamait de nouvelles aides de l'État pour payer les dettes de l'entreprise.

Finalement, l'État n'a pas voulu financer à nouveau l'entreprise, et le tribunal a mis Camaïeu en liquidation. Dans la salle du tribunal, la rage des travailleuses a éclaté contre le patron: « On aura ta peau, escroc ! », « Et nos familles ? » Les salariés sont licenciés, alors que la fortune personnelle de Michel Ohayon et les bénéfices du groupe permettraient de continuer à payer leurs salaires. Le patron, lui, pourra continuer à s'enrichir en toute tranquillité.

Hélène Comte

PSA: des débrayages qui en préparent d'autres

Pour la première fois depuis trente ans, l'ensemble des usines du groupe PSA-Stellantis ont connu des débrayages ou des grèves simultanés sur les salaires. Cette expérience de la force collective des travailleurs mobilisés est un sacré gage pour l'avenir.

Vendredi 16 septembre, les travailleurs de l'usine de Hordain dans le Nord ont démarré en se mettant en grève à 500 sur les trois équipes durant trois jours. Cette démonstration de combativité a redonné confiance à bien des travailleurs du groupe. Des débrayages de plusieurs dizaines d'ouvriers ont alors eu lieu les jours suivants à Valenciennes et Sochaux. Cette contagion a suffisamment inquiété la direction pour qu'elle avance la date d'une réunion prévue concernant l'attribution d'une prime avec laquelle elle espérait calmer la colère.

Au contraire, les travailleurs du groupe, informés en permanence des débrayages et qui en discutaient largement, y ont vu un encouragement à se mobiliser. Le lundi 26 septembre, veille de la réunion, ils étaient plus de 500 à arrêter le travail dans quatre usines du groupe, avec la volonté de faire pression sur la direction :

260 à Charleville-Mézières, où il n'y a jamais eu de grève ; 150 à Trémery près de Metz ; 100 à Caen, là aussi une première, et 30 à Borny.

Le jour de la réunion, mardi 27, il y a eu plus de 800 grévistes sur huit usines du groupe. Encouragés par les débrayages des jours précédents, ils étaient 230 à Rennes, 180 à Valenciennes, une centaine à Mulhouse, et des dizaines à Hordain, Douvrin, Borny et Poissy. Car, comme prévu, la direction ne proposait qu'une ridicule prime de 1 000 euros au compte-gouttes pour les travailleurs intérimaires. Le trust automobile a fait huit milliards d'euros de bénéfices sur les six premiers mois de l'année. Partout les jours chômés alternent avec des jours de travail aux cadences infernales. Les prix des voitures ont flambé par choix de la direction de vendre un peu moins, mais plus cher afin de multiplier les profits. Alors, aucun travailleur ne voit de raison



d'accepter les bas salaires, les difficultés financières qui s'aggravent et les conditions de travail qui tuent à petit feu.

Le lendemain, mercredi 28, les débrayages ont atteint un niveau inconnu depuis les grèves dans les usines de Sochaux et de Mulhouse en 1989 : 5 000 grévistes dans le groupe. Le nombre de grévistes est important mais le caractère général des débrayages est aussi marquant car ils ont eu lieu dans toutes les usines du groupe. Et en particulier dans les usines sans expérience de lutte, car le patron de PSA a toujours utilisé des méthodes musclées pour rendre l'expression de la contestation ouvrière particulièrement difficile pour les militants qui en font leur combat.

La plupart des débrayages ont commencé

spontanément, avec quelques dizaines de travailleurs qui sont arrivés à entraîner les autres. Certes, la direction avait mobilisé ses syndicats maison pour être dans le coup, afin d'éviter de laisser la CGT accompagner seule les grévistes. Cette unité syndicale de façade a aidé de fait les travailleurs à se retrouver. Mais le plus important n'est pas là. Ce qu'ont permis ces débrayages massifs, c'est les discussions collectives, la confiance retrouvée dans le fait que le camarade d'à côté sur la chaîne va sortir aussi car il vit la même galère au quotidien. C'est aussi le fait que des militants ouvriers de la CGT développent en permanence l'idée que ce qui se passe dans chaque usine concerne tout le monde, car ce n'est que tous ensemble que les ouvriers pourront

faire céder Stellantis. Grâce à cela, chacun a pu ressentir d'une usine à l'autre la communauté d'intérêt et de colère.

Alors, pour faire reculer le patron, en lui imposant de vraies augmentations et que les salaires suivent l'inflation, il faudra la grève. Un pas important a été fait dans cette direction, car les travailleurs ont commencé à retrouver le sentiment de la force collective et le goût de discuter ensemble de la défense de leurs propres intérêts. Il sera nécessaire que les travailleurs construisent leur mobilisation, en se réunissant pour en discuter les conditions.

Mais, quoi qu'il arrive, il est certain que la journée de débrayages massifs du 28 septembre aura laissé des traces positives dans les consciences.

Correspondant LO

PSA - Sochaux: un premier succès de la mobilisation

À Sochaux, le matin du 28 septembre, la CGT a fait une prise de parole à l'arrivée des ouvriers pour les appeler à arrêter le travail ; la CFDT, FO et la CFTC appelaient aussi.

Une quarantaine d'ouvriers du Ferrage n'ont pas voulu attendre l'heure de l'appel, 11 heures, et se sont mis en grève dès 7 heures avec des délégués CGT. Dans des équipes, des ouvriers se comptaient, disaient qu'ils en seraient et dans l'ensemble des secteurs de fabrication près de 500 travailleurs ont arrêté le travail.

Lors des assemblées, des grévistes ont dit leur satisfaction que les syndicats aient enfin appelé

ensemble. Après les prises de parole syndicales et de grévistes, c'est en cortège, en scandant « *De l'argent pour les salaires pas pour les actionnaires* », que tout le monde est allé jusqu'aux bureaux de la direction. Les grévistes ont ensuite accueilli aux entrées ceux de l'équipe d'après-midi, qui ont débrayé à 350.

À l'assemblée des grévistes, certains ont pris la parole pour dire que la revendication de 400 euros net de plus ne suffisait plus,



et refusé de considérer la prime comme une avance. Peu après, des ouvriers de STPI, un des sous-traitants à l'usine, ont débrayé, et leur arrivée à l'assemblée a été chaleureusement applaudie. Les grévistes ont voté pour débrayer le lendemain mais, des syndicats

déclarant n'avoir appelé qu'à une heure de grève pour ne pas faire perdre trop d'argent, les grévistes ne sont pas passés outre. Certains ont participé à la journée du 29 de la CGT qui a réuni 400 manifestants dans les rues de Montbéliard. Elle s'est terminée

par un succès de plus, celui du débrayage de 250 ouvriers de l'équipe de nuit.

Pour engager un véritable bras de fer avec la direction, les travailleurs devront faire en sorte que le mouvement leur appartienne complètement.

Correspondant LO

PSA – Mulhouse : “Tavares est allé trop loin”

Cela fait bien longtemps que, sur le site PSA de Mulhouse, les salariés n’avaient été aussi nombreux à débrayer : 1300 sur la journée du 28 septembre.

Depuis des mois, la hausse des prix faisait parler dans les ateliers. Des militants autour de la CGT s’adressaient à leurs camarades pendant les pauses, à l’occasion de prises de parole, ou durant les transports par bus. Peu d’ouvriers, alors, croyaient que l’on réussirait à faire augmenter les salaires. Les solutions mises en avant pour les problèmes de fin de mois étaient plutôt le blocage des prix, la baisse des taxes, et recevoir de bonnes primes. Beaucoup se demandaient pourquoi s’entêter à demander des augmentations de salaire

que le patron refusait depuis des années.

Mais si les travailleurs n’y croyaient pas, l’idée faisait quand même son chemin. Et, après l’annonce des 8 milliards de bénéfices du premier semestre 2022, beaucoup attendaient une prime à la hauteur... et la cerise sur le gâteau sous forme d’augmentation de salaire. Des entreprises moins riches que Stellantis en avaient bien lâché à leurs salariés.

Le 27 septembre, la réunion avec la direction sur le pouvoir d’achat a accouché d’une souris avec 1 000 euros de prime gilets

jaunes, et zéro euro d’augmentation. C’était l’incompréhension, l’écœurement : « On nous prend pour des c... ». Après un rassemblement le matin, à l’initiative de la CGT, d’une centaine d’ouvriers du Montage, dont une majorité d’intérimaires qui eux touchent encore moins que 1 000 euros, une cinquantaine d’ouvriers du Ferrage ont décidé de débrayer le jour même dans l’équipe d’après-midi, bientôt rejoints par des camarades du Montage, puis de Forge/Fonderie. Beaucoup étaient des salariés pas habitués à sortir lors des débrayages : cela faisait dire à tous que quelque chose se passait vraiment. Ils étaient une centaine à défiler dans

les ateliers, et à se donner rendez-vous pour le lendemain.

Des syndicats comme FO ou la CFDT ont aussi senti qu’il se passait quelque chose, et ont rejoint la CGT. Avec un appel à la grève de plusieurs syndicats, les ouvriers pouvaient plus facilement sauter le pas. C’est ainsi que le 28, tout un milieu d’ouvriers et de professionnels déposaient leurs outils ou leurs clés, disant « Tavares est allé trop loin, il nous a craché à la gueule, tant d’efforts pour des miettes ». Même des syndicats qui refusaient d’appeler à la grève, comme la CFTC ou la CFE-CGC, ne pouvaient s’opposer à ce que leurs adhérents y participent.

Les ouvriers ayant connu la grève reconductible de sept semaines en 1989 n’en croyaient pas leur yeux, et tous les autres étaient surpris de voir tant de monde.

Quand on perd tout le temps, on ne s’imagine pas gagner. Pour obtenir de véritables augmentations de salaire, il faudra être au moins aussi déterminés que ceux de 1989. Ces rassemblements, ces débrayages sont des étapes, où les travailleurs apprennent à compter les uns sur les autres pour mieux s’organiser. Pendant des années, certains ont œuvré à la division. Aujourd’hui et demain, les travailleurs dans l’usine devront construire l’unité.

Correspondant LO

PSA – Cormelles-Le Royal : la colère s’exprime

À l’usine PSA de Cormelles-le-Royal, dans l’agglomération de Caen, la dernière semaine de septembre aura marqué les esprits.

La hausse des prix mettant la question des salaires ou des primes à l’ordre du jour, les nouvelles des débrayages et grèves dans les autres sites PSA étaient commentées. Le mécontentement venait aussi de la désorganisation du travail, des jours creux faute de pièces ou à cause de pannes sur les machines mal

entretenu, des jours de chômage pouvant succéder aux samedis travaillés, etc.

Finalement, c’est lundi 26, un peu au dernier moment, que les syndicats ont appelé et réuni 80 à 100 travailleurs. Un tel débrayage était déjà rarissime dans cette usine de 1 200 personnes.

Le lendemain, la colère

continuait de s’exprimer dans les discussions alors que la direction, qui avait prévu une réunion nationale pour une prime de « partage de la valeur », annonçait aux syndicats qu’elle donnerait 1 000 euros seulement. Pour tout le monde, cela ne faisait pas le compte. De plus la direction proposait aux ouvriers d’augmenter un peu la somme... en prenant sur leurs propres compteurs

d’heures : une simple arnaque.

Un nouveau débrayage était donc prévu pour le mercredi 28 et, ce jour-là à midi, 250 travailleurs des deux équipes de journées débrayaient. Un cortège de 200 d’entre eux se rassemblait et faisait le tour de l’usine, du jamais vu à PSA-Cormelles ! Une telle mobilisation où les deux équipes se retrouvaient était une découverte pour

les participants, contents de montrer tout haut leur mécontentement. Le soir, 90 des 180 travailleurs de l’équipe de nuit débrayaient à leur tour et le lendemain, une petite délégation renouvelait la mobilisation en participant à la manifestation interprofessionnelle à Caen.

Une semaine marquante, et qui ne sera pas sans suite !

Correspondant LO

PSA – Metz-Borny : il y a de l’argent... faut aller le chercher !

Si mardi 27 septembre, moins d’une trentaine de travailleurs de l’usine PSA de Metz-Borny ont débrayé à l’initiative de la CGT pour l’augmentation des salaires, l’annonce par la direction d’une prime de 1 000 euros a été ressentie comme une provocation.

Du coup, les autres syndicats FO, CFDT et UNSA, rejoints par la CGT, ont appelé à leur tour à débrayer le mercredi 28, ne voulant pas être en retard sur le mécontentement.

Ce jour-là, 280 travailleurs ont débrayé sur les trois postes dans cette usine d’un peu plus de mille salariés, ce qui ne s’était pas vu depuis des lustres. Cela a montré à tous qu’on pouvait

relever la tête et refuser une aumône alors que les prix augmentent tous les mois. Le mécontentement est d’autant plus grand que les patrons trouvent de l’argent quand ils le veulent.

Ainsi, pour faire revenir le personnel dans la centrale à charbon Émile-Huchet de Carling, en Moselle, la direction a promis à tous les salariés une prime



mensuelle de 4 500 euros ! La centrale a fermé ses portes en début 2022 et, vu le manque d’électricité, est en train d’être remise en route. Elle appartient à GazelEnergie, qui fait partie du groupe EPH du milliardaire Daniel Kretínský, groupe qui a fait en 2020

1,66 milliard d’euros de profit. C’est-à-dire rien du tout par rapport à Stellantis qui a réalisé 4 500 euros par salarié, tous les mois, charges comprises, au premier semestre.

Alors, augmenter les salaires de 400 euros, payer un minimum de 2 000 euros

net mensuel, et une prime gilets jaunes de 6 000 euros, serait bien le minimum dans un groupe qui a fait huit milliards de profit en six mois. L’argent est là. Seulement il n’a pas de pieds, alors il faudra aller le chercher !

Correspondant LO

CGI – Mérignac : la colère monte

Ça bouge chez CGI, multinationale spécialisée dans la vente de services informatiques. À Mérignac, en Gironde, où le site compte un millier de salariés, depuis quelques semaines on discute salaires sur tous les plateaux.

Les négociations salariales (NAO) sont en cours et la direction n'a annoncé qu'une enveloppe globale de 3,5 %. Non seulement c'est bien inférieur à l'inflation, mais la plupart des salariés n'en verront même pas la couleur.

Les profits de CGI ont battu des records cette année, 850 millions d'euros en neuf mois, ce qui représente plus de 1 000 euros par mois pour chacun des 80 000 salariés dans le monde. Pour

accumuler autant de profits, CGI accentue les cadences et maintient les salaires sous pression, les jeunes ingénieurs et techniciens de CGI gagnant à peine plus que le smic à l'embauche. L'expérience des années précédentes leur a montré qu'il n'y a rien à attendre des augmentations individuelles. D'ailleurs, les chefs ne demandent même plus, dans la préparation de l'entretien annuel, le salaire souhaité.

Dans ces conditions,

l'idée de se regrouper a fait son chemin. Cela a commencé l'an dernier par des rassemblements et des débrayages, et s'est confirmé lors de la dernière journée du 29 septembre. Le rassemblement organisé devant l'entreprise a regroupé une vingtaine de personnes, chose rare à CGI, où l'isolement sur différents projets et différents plateaux est la règle. Les présents étaient contents de se retrouver pour dénoncer les bas salaires qui stagnent, la plupart n'ayant jamais connu d'augmentation significative depuis leur embauche.

Par-dessus le marché, le télétravail se développe et



chacun prend de plein fouet l'augmentation de l'électricité et du gaz, alors que la direction a profité de la pandémie pour réduire les indemnités télétravail ! La mesquinerie de CGI énerve tout le monde et la majorité exprime l'idée que, si les prix augmentent, les salaires doivent suivre. Dans la foulée du rassemblement,

plusieurs ont décidé de rejoindre la manifestation de Bordeaux, avec une banderole intitulée : « Nos salaires avant leurs profits ! »

Après cette journée réussie, l'objectif est de recommencer en étant plus nombreux, pour imposer à la direction les augmentations de salaire indispensables.

Correspondant LO

Socopa – Villefranche : le bagne de Bigard

De nombreux reportages dénoncent à juste titre la façon dont les bêtes de boucherie sont traitées dans les abattoirs. Moins nombreux sont ceux qui évoquent ce que vivent les travailleurs chargés du sale travail et qui n'ont pas d'autre choix pour faire bouillir la marmite.

L'usine Socopa de Villefranche d'Allier, à côté de Montluçon, compte 500 ouvriers et une centaine de commerciaux et administratifs. C'est à la fois un abattoir et une usine de transformation appartenant au groupe Bigard, géant du secteur, également propriétaire de Charal. Les malheureuses bêtes entrent par la bouverie, où elles sont contrôlées et numérotées. C'est un moment délicat, où le conducteur comme les bouviers peuvent être blessés par des bêtes énervées et effrayées. Ensuite vient la tuerie, où les bovins sont un à un assommés, saignés, décapités, dépecés, vidés et transformés en carcasses. C'est un travail au couteau, très éprouvant, dans

l'humidité, de fortes odeurs et des cadences élevées. Chaque ouvrier fait de 1 200 à 1 400 bovins par semaine de cinq jours.

Puis vient l'immense salle de désossage, avec une douzaine de tapis sur lesquels travaillent une douzaine d'ouvriers. Ils sont employés par des entreprises sous-traitantes, et tâcherons, c'est-à-dire payés au poids de viande désossée. Le travail se fait au couteau, qu'il faut en permanence affiler. La pression du travail à la tâche est forte, la précarité menaçante, car Bigard utilise les sous-traitants pour ajuster l'effectif en permanence. On comprend que les troubles musculo-squelettiques soient nombreux et que les désosseurs

ne fassent pas de vieux os...

La viande est ensuite traitée, broyée, salée ou cuite, et congelée de façon industrielle. Les ateliers s'organisent autour d'importantes lignes de production, où la manutention est omniprésente et les cadences soutenues. À la palettisation, par exemple, on porte parfois quatre tonnes à l'heure, seul.

Hormis à la tuerie, le travail se fait à la température d'un frigo, soit 4°C, voire moins 40°C pour certains congélateurs de stockage. Les conditions de travail sont pénibles dans tous les secteurs, au point que, selon la direction, on compte deux départs de l'usine pour une arrivée. La paye repose sur les primes d'assiduité, de panier, d'habillement, de samedi, de transport. Et même avec cela un ouvrier dépense rarement 2 000 euros net par mois en fin de carrière, pour ceux qui ont tenu le coup. La direction a d'ailleurs une manière bien à elle de traiter les questions d'accident de travail et de carrière longue : elle a licencié cet été un ouvrier en arrêt depuis six mois parce qu'il s'était abîmé l'épaule au travail !

C'est avec ces méthodes que la famille Bigard a fait sa fortune. Elle a un drôle de goût.

Correspondant LO

Inspection du travail : la sanction doit être annulée

Mercredi 28 septembre, au moment où l'affaire Anthony Smith était portée devant le tribunal administratif de Nancy, plus d'une centaine de personnes, dont de nombreux collègues, se sont rassemblées pour le soutenir.



Cet inspecteur de travail de Reims avait été sanctionné, lors de la première vague de Covid, pour avoir demandé à un employeur – une association d'aide à domicile – de fournir des moyens de protection, et notamment des masques FFP2, à ses employés. Comme l'ont rappelé ses collègues, au moment où le pays était confiné, le gouvernement avait rapidement cherché à remettre les entreprises en activité coûte que coûte, alors qu'on manquait de tout pour se protéger du virus, en particulier de masques. Il n'était donc pas question que les inspecteurs du travail gênent la reprise des activités en se mêlant de la protection des salariés. Le gouvernement expliquait même alors que les masques ne servaient à rien.

Alors qu'il n'avait fait que son travail, Anthony Smith avait été immédiatement suspendu de ses fonctions par sa hiérarchie et par la ministre du Travail de l'époque, Muriel Pénicaud,

et muté d'office en Île-de-France, à 200 kilomètres de son domicile. Devant la mobilisation suscitée, Elisabeth Borne, arrivée au ministère du Travail, avait réintégré Anthony Smith dans sa région d'origine, mais en l'assignant dans un département voisin, la Meuse. C'est cette mutation qu'il contestait ce 28 septembre.

Ajoutée aux nombreuses suppressions de postes dans les inspections du travail, cette affaire est bien significative de la volonté du gouvernement de laisser les mains libres au patronat, en limitant l'action, déjà bien réduite, des inspecteurs du travail pour faire appliquer la législation. Lors de l'audience, la rapporteure publique a estimé que la sanction n'était pas justifiée et s'est prononcée pour son annulation, dans l'attente du jugement de la cour administrative, à venir dans une quinzaine de jours.

Correspondant LO



Dans un abattoir bovin.

RATP : aux bus, marche ou grève !

Parmi les conducteurs de bus de la RATP, la grève du 29 septembre a été plus suivie que lors des journées de mobilisation interprofessionnelle habituelles.

Comme ailleurs, les salaires fondent sous l'effet de l'inflation, mais il s'agit aussi d'une réaction à la brutale dégradation des conditions de travail depuis le 1^{er} août.

N'étant pas parvenue à faire cautionner par les syndicats son projet, qu'elle justifiait par la future ouverture à la concurrence en 2025, la direction a décidé de passer en force. Empêchée de supprimer les six jours de repos qu'elle convoitait, elle a néanmoins allongé le travail de près de 50 minutes par jour,

lissé sur trois mois le décompte des heures supplémentaires et supprimé la prime de service en deux parties. Alors qu'un service commencé le matin ne pouvait s'achever après 14 heures, les conducteurs se retrouvent sans temps de repas au cours de leur journée de travail.

Un service sur quatre n'est plus assuré faute de conducteurs, des enfants qui vont en cours ne peuvent monter faute de place, des lignes repassent en mode vacances scolaires au moment où les cours

reprennent, les voyageurs sont excédés : toutes choses que direction et médias mettent sur le dos des travailleurs de la RATP, accusés de frauder la Sécurité sociale par les arrêts maladie, ou des chômeurs refusant des emplois avec des salaires d'embauche de 2 200 euros par mois.

En réalité, les embauches se font à plusieurs centaines d'euros de moins : il faut des années et des années de travail avant de parvenir à ce salaire, et la RATP a longtemps stoppé les recrutements, en tablant sur les suppressions de postes permises par la hausse du temps de travail. Les démissions et abandons



Le 29 septembre, à Paris.

de poste entraînés par la dégradation des conditions de travail ont même triplé en l'espace d'une année.

Dans plusieurs dépôts, des conducteurs débrayent 59 minutes plusieurs fois par semaine depuis début septembre, et de nombreux autres roulent la boule au ventre. Ceux du dépôt de Saint-Maur ont poursuivi la grève au-delà du 29 septembre, tout comme de

petites minorités d'autres dépôts, qui aspirent à ce qu'un réel mouvement de grève et de mobilisation éclate. Ce sont eux qui pourront jouer un rôle pour entraîner les plus hésitants, laissés sans perspective par des syndicats qui s'appuient sur le pessimisme ambiant pour ne proposer aucun plan d'action aux travailleurs.

Correspondant LO

RATP - Ateliers de Championnet : 300 contre la filialisation

Le gouvernement et la direction de la RATP ont programmé l'ouverture à la concurrence du réseau bus en janvier 2025.

Mais la direction est plus pressée pour l'atelier de Championnet, à Paris 18^e, qu'elle voudrait privatiser dès l'année prochaine.

C'est sur le site de Championnet qu'a lieu la maintenance centrale des véhicules, au-delà des opérations

réalisées directement dans les ateliers des centres bus. La direction avait annoncé créer dès janvier 2023 une filiale privée du groupe RATP, afin d'inviter les salariés de cet atelier à y être détachés jusqu'en 2025. De cette nouvelle filiale, on ne sait

pas grand-chose, sauf que les conditions contractuelles seront nouvelles, c'est-à-dire pires qu'aujourd'hui.

L'idée de la direction serait de couper dans un deuxième temps ce fragile filin retenant les agents détachés à la RATP, au moment de l'ouverture à la concurrence des bus. Ils seront alors employés dans une entreprise privée dont l'avenir, au milieu de

la concurrence capitaliste et des divers contrats de sous-traitance, est loin d'être assuré.

Les agents de Championnet risquent donc de perdre leur emploi, en plus d'être dépouillés de leur droit à la retraite RATP. Et la direction de celle-ci voudrait pouvoir s'en laver les mains, une fois franchies les différentes étapes de son projet.

L'attaque est frontale, et ils se sont retrouvés dans la cour des ateliers à 300, venant de tous les services de maintenance, ateliers des bus, des trains et de la maintenance itinérante, rejoints par des conducteurs de bus en grève : pour dire à la direction qu'ils se sentent tous menacés par ce projet et ne comptent pas se laisser faire.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Burkina Faso : L'hostilité envers l'impérialisme français explose

Vendredi 30 septembre, au Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré a renversé par les armes le lieutenant-colonel Damiba, qui s'était emparé du pouvoir de la même manière en janvier dernier. Ce coup d'État a été accompagné de manifestations populaires qui s'en sont prises aux symboles de la présence française.

L'incapacité de Damiba à débarrasser le pays des groupes armés djihadistes est la principale raison invoquée par les putschistes. Au Burkina, un habitant sur dix a dû fuir le lieu où il habitait. 40% du territoire est aujourd'hui contrôlé par ces groupes armés qui y imposent leur loi moyenâgeuse. Le 26 septembre, un convoi escorté par des militaires qui devait ravitailler la ville de Djibo, a été anéanti par les djihadistes. Ceux-ci ont tué 11 militaires et 50 civils, et brûlé les centaines de tonnes de nourriture qui étaient destinées à cette ville assiégée depuis sept mois et qui n'arrive plus à se nourrir.

Lorsqu'il avait renversé en janvier le président Roch Marc Christian Kaboré, Damiba avait promis de débarrasser le pays de l'insécurité, mais comme l'ont d'emblée déclaré les putschistes, « loin de libérer les territoires occupés,

les zones jadis paisibles sont passées sous contrôle terroriste ». Le contingent militaire français présent dans le pays partage avec le président déchu l'hostilité de la population car rien ne peut justifier aux yeux des Burkinabè la présence d'une force armée étrangère incapable de mettre fin à l'état de guerre.

Une autre raison du discredit si rapide de Damiba dans la population, et même dans l'armée, est sa volonté de ramener dans les allées du pouvoir l'ancien dictateur Blaise Compaoré et ses partisans. Pendant 27 ans, celui-ci a été l'âme damnée de l'impérialisme français dans la région, l'allié de Paris dans tous ses mauvais coups sur le continent, en même temps qu'il pillait les maigres richesses du pays au profit de son clan et faisait régner la terreur grâce à une armée de tortionnaires. En 2014, un puissant mouvement populaire



AMOS TRAORE

avait renversé Compaoré et l'armée française s'était chargée de l'exfiltrer vers la Côte d'Ivoire.

Le coup d'État ne s'est cependant pas borné à une opération militaire. Des manifestations populaires l'ont accompagné, pour soutenir les putschistes mais aussi pour dénoncer l'impérialisme français. Les manifestants ont tenté d'incendier l'ambassade de France, ainsi que les centres culturels français dans la capitale et à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du pays. Des jeunes ont saccagé des enseignes du trust Bolloré et plusieurs stations-service

Total. Cette haine de l'impérialisme français est la même que celle qui s'est exprimée au Mali, et sur laquelle des militaires putschistes se sont appuyés pour s'emparer du pouvoir et obliger les soldats français à plier bagage.

Au Niger aussi, des manifestations ont eu lieu pour exiger le départ du contingent français. Dans tous ces pays, des drapeaux russes sont brandis pour faire pièce à ceux de la France, et cela mesure l'exaspération de la population, même si remplacer une bande armée par une autre ne la protégera en rien, et

si les miliciens russes de Wagner au Mali s'avèrent déjà tout aussi impuissants face aux djihadistes que les hommes de Barkhane.

Les nouveaux dirigeants du Burkina n'ont pas encore exigé le départ des troupes françaises, mais promettent déjà une « diversification des alliances », en regardant vers la Russie. Les militaires burkinabè, comme ceux du Mali, chevauchent aujourd'hui la haine accumulée contre l'impérialisme français, même s'ils ne sont certes pas les amis des travailleurs et n'hésiteront pas à les combattre violemment.

Daniel Mescla

Martinique – Guyane : comme ailleurs, l'insécurité a bon dos !

Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outremer et Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, ont achevé leur tournée tropicale sécuritaire par la Martinique. Au préalable, ils s'étaient rendus avec le ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti, en Guyane où la CTG (collectivité territoriale de Guyane) avait organisé des « Assises de la sécurité ».

Ils ont annoncé l'arrivée de nouvelles brigades de gendarmerie, le renforcement des effectifs policiers, douaniers et judiciaires, des drones pour la surveillance des côtes en Martinique,

l'installation de scanners à l'aéroport de Cayenne et l'interdiction de vente d'armes. Quant au scanner permettant d'examiner le contenu des containers sur le port de Fort-de-France, il serait

prévu pour 2024. En attendant, il y aura des scanners mobiles et les municipalités pourraient disposer d'un fonds spécial pour installer des caméras de vidéo-surveillance dans leur ville.

Dans ces départements, le chômage, la pauvreté, la désespérance ravagent le tissu social, avec 13,20% de taux de chômage officiel en Martinique, près du double de celui de l'Hexagone, 20% en Guyane. 50% de la population guyanaise vit sous le seuil de pauvreté avec moins de 1 000 euros par mois, et 29% en Martinique.

Les conséquences sont là : 23 homicides, dont 19 par armes à feu, depuis le début de l'année en Martinique et 30 en Guyane, la criminalité, la délinquance augmentent. Des « mules » transportant de façon dissimulée de la cocaïne sont interceptées sur de nombreux vols à Orly ou Roissy en provenance

de Cayenne. En début d'année, de nombreux suicides ont touché les communautés amérindiennes du Haut-Oyapock en Guyane. L'observatoire régional du suicide a recensé 381 tentatives pour 295 000 habitants en Guyane.

La réponse sécuritaire apportée aujourd'hui par les ministres ne pourra pas régler les problèmes de fond, la montée de la violence, le trafic de drogue ou la délinquance. Ces phénomènes se développent et s'amplifient sur la base d'une société fracturée et injuste qui laisse sans perspective et dans le désespoir des milliers de jeunes, hommes comme femmes, et leur famille. Les colmatages d'un gouvernement au service des plus riches et des gros possédants ne peuvent empêcher le désastre social de prendre de l'ampleur.

L'État développe une

démagogie sécuritaire pour ne pas s'attaquer aux vraies causes sociales de l'insécurité. Si chacun pouvait avoir un travail correctement payé, on verrait cette insécurité diminuer fortement. De même en ce qui concerne les bidonvilles, l'habitat insalubre qui doit être amélioré et disparaître. La détresse sociale génère comme partout la criminalité. Mais Darmanin ne rate pas une occasion de se donner une image de premier gendarme de France et de présidentiable. Ses tournées en France et dans les anciennes colonies font partie du plan. Gageons qu'on le verra sans doute bientôt à Saint-Pierre et Miquelon, en Nouvelle Calédonie, à Wallis et Futuna, en Polynésie. Et pourquoi pas aux Kerguelen et Terres australes et antarctiques ?

Pierre Jean-Christophe



Manifestation en Guyane contre les licenciements de non-vaccinés en 2021.